

ABGF 2009

Janvier 2009

ALTERNATIVE BUDGÉTAIRE
POUR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Quel type de mesures

Des critères pour évaluer le budget fédéral

La crise économique mondiale — de loin la plus menaçante depuis la Grande Dépression des années 30 — est en voie de toucher le Canada comme en témoignent les sinistres statistiques dévoilées de jour en jour. Dans les deux derniers mois de 2008, l'économie canadienne a perdu plus de 100 000 emplois à temps plein. Il y a de plus en plus de faillites personnelles, le marché de l'habitation commence à stagner et le pire reste à venir.

Bien que la situation évolue constamment et que l'avenir du Canada repose sur de nombreux facteurs inconnus, il y a quelques éléments qui deviennent clairs. Ce qu'on remarque surtout, c'est que la façon dont les pays ont dirigé leur économie jusqu'à maintenant est en voie de changer rapidement. L'orthodoxie économique qui a amené les gouvernements à rester à l'écart et à encenser la sagesse du libre marché est maintenant officiellement une idéologie du passé.

L'impératif immédiat pour les gouvernements est de stabiliser le marché du crédit et de susciter une demande globale suffisante dans l'économie pour pallier à l'effondrement

des investissements et de la consommation par les citoyens jusqu'à ce qu'il y ait une reprise. Il devient clair toutefois que les gouvernements ne peuvent faire comme avant. Le paradigme est en voie d'évoluer : on reconnaît maintenant que les gouvernements doivent jouer un rôle essentiel pour stopper la dégradation de l'économie mondiale afin de prévenir des catastrophes semblables dans l'avenir.

Les organismes internationaux exhortent les gouvernements, surtout ceux qui ont un bilan financier et extérieur relativement solide comme le Canada, à délier les cordons de leur bourse, à investir dans leur population et à dépenser beaucoup de fonds publics rapidement pour faire cesser le rétrécissement de l'économie privée.

À l'heure où des centaines de milliers de Canadiens et de Canadiennes perdent leur emploi et que de plus en plus ont l'impression que leur emploi est menacé, à l'heure où des dizaines de milliers d'entreprises font faillite ou se trouvent dangereusement sur le bord du précipice, la confiance ne peut être rétablie que par des mesures de stimulation économique

majeures. Autrement, le cycle de la peur et du repli ne peut que s'aggraver.

La réaction financière fédérale à la crise économique a été retardée beaucoup trop longtemps, en raison de vilains jeux politiques. La situation économique est grave et les Canadiens et les Canadiennes ne peuvent être rassurés par les promesses habituelles (« attendons et nous verrons ») ou, ce qui n'est pas mieux, des réductions d'impôt. Ce n'est pas le temps de tergiverser, de nier la réalité ou de se faire des illusions.

Le gouvernement fédéral doit prendre des mesures décisives pour lutter contre les forces de la récession. Le 27 janvier, la réaction fédérale trop longtemps attendue sera déposée sous la forme d'un budget qui devrait, de l'avis général, contenir des investissements dans les infrastructures et des réductions d'impôt.

Le drame politique engendrée par un gouvernement minoritaire qui compte sur l'approbation des partis de l'Opposition, lesquels menacent de former un gouvernement de coalition si le budget ne répond pas aux besoins, nous amène à nous poser une question fondamentale : comment la population doit-elle déterminer si le budget fédéral de 2009 doit être appuyé ou rejeté?

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral de 2009 tente de résoudre la crise économique par deux moyens : un choc immédiat par la voie d'un train de mesures fiscales sur deux ans visant à lancer la reprise économique et un plan visant à établir pour le pays de solides assises économiques à long terme. Le budget fédéral devrait comprendre un vaste plan de mesures économiques efficaces et créatrices d'emploi dans l'immédiat. En deuxième lieu, il doit contenir des mesures servant à protéger les Canadiens et les Canadiennes vulnérables contre les pires effets de la récession. Enfin, il doit poser les assises d'une économie plus égale et plus inclusive, plus respectueuse de l'environnement et plus diversifiée dans les années à venir.

Critères pour le succès à court terme

Le débat précédant le jour du budget a porté sur trois questions principales : quelle doit être l'ampleur du plan de mesures du gouvernement fédéral — 1 % ou 2 % du PIB — et pour combien de temps? Quel type de mesures sont les plus efficaces pour maintenir et créer des emplois : des réductions d'impôt ou des dépenses généralisées? Ensuite, une fois la reprise économique lancée, quelles mesures le gouvernement devrait-il prendre

pour éliminer un déficit budgétaire structurel possible : réduire les dépenses ou augmenter les impôts?

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral préconise une approche massive pour les deux prochaines années et elle comprend un train de mesures équivalant à 2 % du PIB du Canada chaque année. Elle servirait à créer plus de 400 000 emplois et générerait 1,50 \$ de PIB réel pour chaque dollar de dépense. (L'an de l'Alternative budgétaire a été rendu public le 6 janvier 2008.) La nécessité de mesures audacieuses n'a jamais été aussi grande. Si on hésite et qu'on est trop prudent, un préjudice profond sera causé à la société canadienne et y laissera des cicatrices profondes et indélébiles.

Nous posons les cinq critères servant à déterminer si le budget fédéral doit être appuyé ou rejeté.

Remanier l'assurance-emploi : Il faut rejeter tout train de mesures du gouvernement fédéral qui n'augmente pas les prestations d'assurance-emploi (AE) et qui n'assouplit pas les critères de façon à ce que plus de Canadiens et Canadiennes en chômage aient le droit de toucher de telles prestations. Quelque chose ne va sûrement pas dans le système puisque seulement 38 % des Canadiens et Canadiennes sont admissibles à des prestations; en 1991, 78 % y avaient droit. Les prestations d'AE devraient également être portées de 55 % actuellement à 60 % des gains assurables, comme le propose l'Alternative budgétaire, et la période de prestation devrait être prolongée à 50 semaines.

Favoriser la réduction de la pauvreté : Le budget fédéral devrait aider les gouvernements provinciaux qui adoptent des stratégies globales de réduction de la pauvreté. Cette année, l'Alternative budgétaire donne l'exemple en matière de réduction de la pauvreté en attribuant des fonds à un plan visant à réduire la pauvreté de 25 % au Canada sur les cinq prochaines années. Le gouvernement fédéral, en adoptant une telle mesure, ferait du Canada un chef de file mondial en matière de réduction de la pauvreté, en commençant par un transfert important aux provinces à cette fin. Un budget fédéral qui n'offre pas une telle aide aux pauvres et aux chômeurs du Canada doit être rejeté.

Investir dans les infrastructures publiques : Le budget fédéral doit comprendre un programme audacieux d'investissements dans les infrastructures pour la création d'emplois. Il doit y avoir des investissements dans les infrastructures à la fois matérielles et sociales. Il faut améliorer les ponts, les réseaux

d'égout, les équipements sociaux, etc., du Canada et proposer des projets d'infrastructures écologiques : rénovation domiciliaire, usines d'épuration, systèmes d'énergie communautaires, etc. Un vigoureux plan de mesures incitatives devrait aussi contenir un volet important pour les infrastructures sociales : soins de santé, éducation postsecondaire, garderies et logement social. Une vaste gamme d'investissements dans les infrastructures assurera une création d'emplois équilibrée entre les professions à prédominance masculine et féminine. Les équipements ainsi créés doivent appartenir au secteur public ou au secteur sans but lucratif, qui doivent également en assurer l'administration. Si le budget fédéral ne comprend pas une telle initiative en matière d'infrastructures, il doit être rejeté.

Soutenir les secteurs clés : Le gouvernement fédéral doit prendre des mesures décisives pour préserver les secteurs clés à valeur ajoutée qui sont en péril en raison de la récession économique au Canada et dans le monde. Comme le propose l'Alternative budgétaire, il doit aussi établir des critères de restructuration pour assurer un développement écologique, diversifié, durable et à valeur ajoutée. La conséquence systémique de l'inaction est impensable. Il faut rejeter un budget fédéral qui ne contient pas de mesures visant à protéger les secteurs vulnérables de l'économie.

Privilégier les dépenses plutôt que les réductions d'impôt : Les réductions d'impôt généralisées contribuent peu à la création d'emplois comparativement aux dépenses publiques. En outre, ce sont en très grande partie les riches qui bénéficient des baisses d'impôt. En période d'incertitude, la plupart des bénéficiaires des baisses d'impôt voudront épargner l'argent supplémentaire plutôt que de le dépenser; et la plus grande partie des dépenses seront consacrées à des biens importés, ce qui n'est pas à l'avantage de l'économie locale. Les réductions d'impôt permanentes sont particulièrement inefficaces et, pire encore, elles diminuent les revenus dont le gouvernement aura besoin pour rebâtir l'économie et éliminer un déficit structurel. Il faut rejeter un budget qui contient de telles réductions d'impôt.

Un rapport récent de Moody confirme la validité des mesures incitatives des dépenses de l'Alternative budgétaire et l'inefficacité de réductions d'impôt généralisées. Selon cette étude, un dollar de revenu généré par des baisses permanentes de l'impôt sur le revenu ne génère que 29 cents de PIB effectif supplémentaire; et un dollar de revenu découlant de la

réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés ne génère que 30 cents d'augmentation du PIB effectif.

Le budget fédéral devrait — comme le fait l'Alternative budgétaire — prendre des mesures fiscales visant les Canadiens et les Canadiennes à faible revenu qui sont les plus susceptibles de dépenser l'argent localement. Il faudrait notamment augmenter le Supplément de revenu garanti des personnes âgées, augmenter la prestation supplémentaire moyenne reçue par les personnes âgées les plus pauvres, augmenter le Supplément de la prestation nationale pour enfants et la Prestation fiscale pour enfants. Il faudrait plus que doubler les mesures de soutien à l'intention des pauvres qui travaillent par l'entremise de la Prestation fiscale pour le revenu gagné et il faudrait doubler le crédit remboursable pour la TPS.

Critères pour le succès à long terme

Un fait simple mais étonnant pourrait être perdu de vue dans le drame politique occasionné par le budget d'un gouvernement fédéral et l'urgente nécessité de stimuler une économie mal en point : les citoyens ont changé d'idée complètement pour ce qui est de la façon dont ils souhaitent que les gouvernements et les marchés se conduisent à la suite de l'effondrement financier mondial. Les attentes nouvelles sont profondes et les gouvernements doivent donc faire plus que tout simplement abandonner temporairement leur choix idéologique en faveur d'un style de gouvernance apparenté au libre marché.

L'Alternative budgétaire propose une nouvelle orientation pour le Canada. Il y a deux principes qui sont absolument essentiels pour aller de l'avant. Le premier est le rétablissement du rôle primordial du gouvernement fédéral. La voie d'un gouvernement passif de type laissez-faire (sauf pour appliquer les règles du marché et faire exploser les dépenses militaires) est inacceptable étant donné la nouvelle réalité politique.

Le deuxième principe est le rétablissement de la capacité financière fédérale, qui s'est érodée depuis deux décennies, surtout depuis 2000. Des baisses d'impôt massives — qui ont profité avant tout aux personnes les plus riches dans notre société — ont fait du Canada une administration peu imposée dans le monde industrialisé et ont transformé le régime fiscal progressif du Canada en un régime régressif. Les infrastructures et les services publics — qui sont essentiels à une économie à forte productivité et qui profitent énormément à la grande majorité des Canadiens et Canadiennes — ont été sérieusement affaiblis.

Il faut rejeter un budget fédéral qui ne respecte pas les principes de la prépondérance fédérale et ne contribue pas au renforcement de la capacité financière fédérale.

L'Alternative budgétaire comprend les éléments ci-après pour le long terme.

Renforcer les infrastructures publiques : L'Alternative budgétaire de 2009 commence à mettre en place les assises d'infrastructures publiques plus solides, à la fois matérielles et sociales :

- Compte tenu du fait que l'habitation, qui coûte très cher, est le poste de dépense de loin le plus important pour les ménages à revenu faible, modéré et moyen, elle prévoit de gros investissements dans la construction de nouveaux logements abordables.
- Compte tenu du fait que les collectivités locales sont aux premières lignes de la crise économique, elle attribue des ressources importantes aux projets d'investissements dans les infrastructures municipales, notamment le transport en commun, l'eau, la rénovation de bâtiments et l'énergie renouvelable.
- Elle élargit la connectivité à large bande au-delà de ses frontières actuelles vers les petites collectivités et les milieux ruraux afin que tous les Canadiens et les Canadiennes puissent entièrement participer à la vie au XXI^e siècle.
- Elle fait des investissements massifs dans les infrastructures matérielles et sociales, tout en faisant en sorte que les équipements ainsi obtenus appartiennent au secteur public ou au secteur à but non lucratif, à qui doit être confiée aussi leur administration.

Agir sur le plan de l'environnement : L'Alternative budgétaire de 2009 lance un programme audacieux visant à réduire les émissions de gaz carbonique et à promouvoir le passage vers une économie verte. Elle lance de grands projets d'infrastructures et de recherche sur les énergies renouvelables afin que notre économie devienne plus viable et crée des centaines de milliers d'emplois écologiques. Elle adopte de nouveaux textes législatifs pour protéger notre biodiversité, protéger notre eau et mieux gérer notre énergie et nos autres ressources naturelles. Elle vise à faire du Canada un chef de file en matière d'environnement sur le plan international. Les Canadiens et les Canadiennes ne s'attendent pas à moins. Selon Environics Research, ils veulent que le gouvernement attribue une

importance égale à la fois à l'environnement et à l'économie. L'Alternative budgétaire de 2009 propose un tel programme.

Rebâtir les services publics, réduire l'inégalité des revenus :

L'écart du revenu entre les riches et le reste de la population s'est beaucoup accru dans la dernière décennie, au Canada et dans le monde. Cet écart avait tendance à s'élargir en temps de récession et à se rétrécir quand l'économie allait bien, mais à la suite de la dernière décennie de croissance économique record, beaucoup de Canadiens et de Canadiennes sont restés en plan. Les 10 % les plus riches ont accaparé la part du lion de la croissance économique, pendant que la rémunération effective moyenne a stagné. L'écart s'accroîtra davantage à mesure que de plus en plus de Canadiens et de Canadiennes perdront leur emploi et devront se contenter de prestations insuffisantes d'assurance-emploi et de sécurité sociale. Le Canada n'a pas de projet visant à réduire l'inégalité des revenus, bien que certaines provinces aient commencé à montrer la voie avec des stratégies concrètes de réduction de la pauvreté. L'Alternative budgétaire de 2009 s'attaque à l'inégalité des revenus et propose au gouvernement fédéral un objectif de réduction de la pauvreté de 25 % en cinq ans.

L'Alternative budgétaire comprend aussi les mesures suivantes :

- commencer à corriger la disparité fondamentale dans les conditions de vie des réserves des Premières nations : réduire la pauvreté, améliorer la santé, la formation et l'éducation, et faire les investissements nécessaires dans les infrastructures pour le développement durable des collectivités des Premières nations;
- lancer un programme national authentique de garderies qui est essentiel pour promouvoir l'égalité des femmes et indispensable à la sécurité sociale et économique de tous les Canadiens et Canadiennes; il favorise la santé des enfants et des familles, l'inclusivité des collectivités et la productivité économique;
- commencer à rétablir le soutien fédéral à un système d'éducation postsecondaire de classe mondiale, et s'engager à augmenter les subventions aux étudiants;
- faire des investissements importants dans notre système public de soins de santé, le protéger contre les entreprises de soins de santé à but lucratif; chercher à augmenter le nombre de travailleuses et travailleurs de la santé, améliorer les infrastructures des soins de santé, renforcer les soins

primaires, préventifs et de longue durée, et lancer un programme national d'assurance-médicaments;

- rejeter le modèle individuel de régime de retraite personnel qui ne répond pas aux besoins de nombreuses personnes âgées et adopter plutôt un modèle de sécurité de la retraite offrant à toutes les personnes âgées un régime de retraite public suffisant et stable.

Ces mesures procureront d'immenses avantages à la vaste majorité des Canadiens et des Canadiennes et contribueront à réduire l'inégalité des revenus et la pauvreté. Elles sont essentielles à l'instauration d'une économie diversifiée de forte valeur.

Bâtir une économie diversifiée de forte valeur : Depuis 10 ans, le Canada est revenu en arrière, c'est-à-dire à son rôle traditionnel de producteur de ressources dans l'économie mondiale. Étant donné la négligence du gouvernement et l'idéologie de déréglementation des marchés, le Canada a perdu les gains acquis au cours des 50 années précédentes, ce qui a conduit à l'acquisition massive d'entreprises canadiennes par des étrangers et à la disparition du secteur de la fabrication et d'autres secteurs à valeur ajoutée. L'Alternative budgétaire adopte une approche pratique pour le développement industriel à forte valeur : établir des buts, déterminer les secteurs stratégiques à favoriser et adopter des instruments stratégiques pour y parvenir.

L'Alternative budgétaire propose aussi les mesures suivantes :

- établir des conseils de développement sectoriels composés des principales parties intéressées;
- établir un fonds vert du secteur de la fabrication;
- lancer un grand programme de reboisement;
- établir une banque de développement sectoriel.

Rétablir un sentiment de communauté nationale : Pendant trop longtemps jusqu'à maintenant, le gouvernement fédéral s'est comporté comme s'il était une 11^e province plutôt que le palier supérieur de gouvernement ayant pour mandat de faire en sorte que tous les Canadiens et les Canadiennes bénéficient également de services de santé et d'éducation, d'un régime de retraite et d'autres piliers essentiels d'une communauté nationale. Directement et indirectement, il a affaibli la capacité des travailleuses et travailleurs de négocier collectivement pour

obtenir leur juste part des gains de productivité. C'est ainsi que les salaires ont stagné pendant que la rémunération des chefs d'entreprise et les profits records montaient en flèche. La déréglementation dans de nombreux secteurs comme l'alimentation, les produits chimiques, les médicaments, les transports, les finances et l'environnement, a mis en péril la santé et la sécurité des Canadiens.

L'Alternative budgétaire de 2009 tient compte de ces problèmes afin que notre système social et économique soit sûr, juste et durable à long terme. Elle propose aussi les mesures suivantes :

- favoriser une communauté culturelle dynamique qui est si indispensable à notre qualité de vie, à notre identité nationale et au développement national économique;
- prendre des mesures pour favoriser une communauté agricole saine qui peut survivre et prospérer, et s'opposer à la domination de la production et de la distribution alimentaire par le grand secteur de l'agroalimentaire multinational;
- reprendre les engagements non remplis du Canada visant à faire progresser les droits de la personne sur le plan international et le développement international;
- reprendre notre rôle militaire à l'étranger, c'est-à-dire le maintien de la paix et les activités de rétablissement de la paix sous l'égide des Nations Unies.

La crise économique actuelle est le fruit amer de l'échec spectaculaire du modèle du libre marché. Ce modèle a produit des gains fabuleux de revenu et de richesse pour une infime minorité, pendant que la situation de la vaste majorité stagnait ou s'aggravait. Il a affaibli le pouvoir de négociation des travailleuses et des travailleurs, tout en faisant passer une part sans précédent du PIB des salaires des travailleurs et des travailleuses aux profits record des sociétés. Il a favorisé le prêt usuraire et la consommation financée par emprunt, et il a filé les difficultés financières des instruments de mise en commun des risques relevant du gouvernement aux particuliers et aux familles qui sont maintenant fortement endettés pour logement habitation et qui n'ont jamais épargné aussi peu.

Sous le prétexte de la réglementation, de la privatisation et du libre-échange, le modèle du libre marché a engendré une course concurrentielle vers le plus grand abaissement possible des impôts et des programmes sociaux, des salaires, ainsi que des normes du travail et des normes environnementales et sociales. Il a affaibli et rétréci la sphère publique et la capacité

des gouvernements de protéger leurs citoyens. Il a encouragé le pillage de l'environnement et amené la planète au bord du désastre. Le modèle du libre marché est finalement en voie d'imploser sous le poids de son propre manque de vision et de sa cupidité.

Le préjudice découlant de cette attitude insensée a déjà été fait et il est maintenant classé sous la rubrique des enseignements tirés, comme le révèlent une multitude de sondages de l'opinion publique.

Le 27 janvier, les Canadiens et les Canadiennes espèrent que leur gouvernement fédéral saura montrer la voie pour restaurer la confiance de ses citoyens et citoyennes. Le critère principal de la réaction du gouvernement fédéral à la crise économique tient non seulement à sa réponse aux besoins immédiats, mais aussi au lancement d'un processus de changement structurel à long terme qui améliorera la vie des Canadiens et des Canadiennes.

Voilà une occasion d'adopter une nouvelle orientation. Mais il s'agit aussi d'une occasion pour les conservateurs purs et durs de profiter de l'insécurité économique et du désarroi des Canadiens et des Canadiennes pour les convaincre davantage de leur idée du libre marché. Lorsque le danger sera passé, ils voudront continuer à faire comme avant : appliquer une autre thérapie de choc à nos programmes sociaux et à nos acquis publics, en apportant seulement des rajustements mineurs ou symboliques.

Cette intention s'est manifestée de plus en plus dans le débat des dernières semaines sur les mesures fiscales. Il sem-

ble y avoir un consensus de plus en plus répandu chez les conservateurs — que le ministre des Finances Flaherty a aussi brièvement mentionné — en faveur d'un plan de mesures financières axées principalement sur des réductions d'impôt permanentes. Dans un tel scénario, lorsque le Canada se rétablira et que la croissance économique reprendra, le gouvernement fédéral cherchera à éliminer le déficit du Canada en réduisant les dépenses des programmes et en continuant de rétrécir le rôle du gouvernement, comme il le fait depuis deux décennies. Une telle approche correspond à une idéologie maintenant rejetée et il ne s'agit manifestement pas de la voie à suivre dans les années à venir.

Il est temps pour le gouvernement d'adopter une plus grande vision. Il est temps d'établir un nouveau paradigme afin que, une fois que l'économie se sera remise de son choc actuel, elle fonctionnera à l'avantage de la majorité, et non seulement d'une puissante minorité. L'idée force de l'Alternative budgétaire de cette année est la solidarité sociale, c'est-à-dire, pour les citoyens et les citoyennes, de se soutenir les uns les autres, de reprendre le contrôle de l'outil le plus puissant dont ils disposent, leur gouvernement; de ne pas laisser en plan les plus vulnérables de notre société; de faire participer à l'effort collectif tous les groupes, les secteurs et les régions; d'assurer à chacun une part de la prospérité.

L'Alternative budgétaire de 2009 commence à tracer une nouvelle voie pour le Canada, pour tous les Canadiens et les Canadiennes.



CCPA
CANADIAN CENTRE
for POLICY ALTERNATIVES
CENTRE CANADIEN
de POLITIQUES ALTERNATIVES

410-75 rue Albert, Ottawa (Ontario) K1P 5E7
TEL 613-563-1341 TELECOPIEUR 613-233-1458
COURRIEL ccpa@policyalternatives.ca

Ce rapport est disponible gratuitement sur le site Web du CCPA à l'adresse www.policyalternatives.ca. Des exemplaires imprimés peuvent être commandés de notre bureau national pour 10 \$.